

trouve au delà de nos rives et que nous devrions y envoyer nos troupes combattre l'ennemi?

Pour quelles raisons le Canada est-il gêné et incapable de donner suite à la promesse du premier ministre qui s'est engagé à faire face à la guerre totale au moyen d'un effort total? A mon avis, cette raison est d'ordre politique. Elle est d'ordre politique parce que le premier ministre et son parti ont été élus en 1921 et sont restés au pouvoir pendant neuf ans en tirant parti de la situation issue du dernier grand conflit. En 1940, nous avons fait des promesses au peuple canadien que nous ne saurions tenir, à la lumière des circonstances présentes, si nous voulons accomplir tout notre devoir.

Les ressources en hommes et femmes sont toujours les facteurs les plus importants dans la poursuite de la guerre. Personne ne saurait prétendre le contraire. On ne peut ignorer ce fait ou l'éliminer. C'est l'un des éléments essentiels dont on ne saurait se passer, peu importe à quel point les armées sont mécanisées présentement. Si vous admettez cela, et je crois que tous vous le reconnaîtrez, j'aborderai maintenant l'étude du principe du service obligatoire. J'espère pouvoir examiner ce point objectivement, impartialement et sans la moindre rancœur.

Dans un pays démocratique, autonome, la théorie du service obligatoire en temps ordinaire de paix est contraire à tous nos instincts. La plupart d'entre nous sont individualistes. Mais en temps de guerre la situation est entièrement différente. Les droits de l'individu et son confort matériel ne prédominent plus, c'est la sécurité de l'Etat qui doit passer avant tout. Je veux poser la question suivante aux honorables membres de la Chambre et à la population: Est-il conforme aux principes de la démocratie que, lorsque son existence même est en péril, l'Etat ait le droit de demander les services et l'aide de ses sujets? Toute l'histoire nous répond affirmativement. Lors de la deuxième lecture du bill concernant le service militaire en Angleterre, en 1916, alors qu'on établissait dans ce pays le service obligatoire, voici ce qu'a dit M. Lloyd George:

Jusqu'ici aucun pays se trouvant en face d'un grave péril militaire n'a réussi à se sauver sans avoir recours au service obligatoire. Jamais! Le fait est vrai de l'autocratie; il l'est davantage de la démocratie. Tout organisme sain a demandé l'aide de ses membres pour se défendre. Dieu merci, l'Angleterre n'est pas un paralytique qui ne peut pas exiger les services de tous ses citoyens. . . . Toutes les grandes démocraties qui ont été provoquées, qui ont vu leurs libertés menacées, se sont défendues en ayant recours au service obligatoire et cela depuis la Grèce jusqu'à nos jours. Washington a obtenu l'indépendance des Etats-Unis en ayant recours à des mesures de contrainte et c'est par des mesures du même genre que ce

[L'hon. M. Hanson.]

pays l'a défendue en 1812. Lincoln ne fut pas seulement un grand démocrate, mais sa carrière a constitué en elle-même le plus grand triomphe jamais obtenu par la démocratie dans le domaine du gouvernement. C'est lui qui a proclamé le principe du "gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple" et il a su l'appliquer par la conscription. Lors de la révolution française, le peuple de France a défendu contre les efforts des monarchistes les libertés qu'il venait d'obtenir en ayant recours au service obligatoire et à des mesures de conscription.

Une autre déclaration importante, c'est celle qu'un article de la *Vancouver Province*, publié dans un numéro que j'ai lu ce matin, attribue à Abraham Lincoln. On rapporte qu'à un moment où l'armée de volontaires de l'Union se battait dans une situation désespérée, le président Lincoln a prononcé les paroles suivantes:

Le volontariat est la manigance cynique de politiciens poltrons. Cette méthode a broyé les ferments les plus précieux de la nation. Elle a consumé les types jeunes, généreux, patriotes, intelligents et braves, et elle a épuisé les meilleurs éléments moraux, sociaux et politiques de la république, en permettant aux lâches, aux tire-au-flanc et aux gens de négoce de rester chez eux et d'engendrer leurs pareils.

Mais si nous devons survivre à cette lutte gigantesque, il convient de ne pas restreindre aux effectifs humains les fonctions disciplinaires et les pleins pouvoirs que le Gouvernement doit exercer. Le capital humain est de souveraine importance. Non moins importante est la mobilisation complète de la richesse et des ressources matérielles de la nation. D'aucuns prétendent que la mobilisation de la richesse devrait venir en premier lieu. C'est là matière d'opinion. Pour ma part, je suis d'avis qu'une mesure complète l'autre.

Je me permets de dire tout de suite que depuis juillet 1940, le Gouvernement a pris des dispositions en vue de mobiliser l'industrie du pays et de l'orienter vers une production adaptée à nos besoins de guerre. Chefs d'industrie et ouvriers ont collaboré et aujourd'hui, je suis sûr que nous n'avons pas lieu de rougir du rendement obtenu par la main-d'œuvre et l'industrie canadiennes. Depuis juillet 1940, nous en étions au stade de l'organisation. Aujourd'hui, nous avons atteint celui de la production. Quel que soit le rôle joué par le Gouvernement dans ces efforts, il est certain qu'au début, une bonne partie de la tâche est restée inachevée. Pour ma part, j'estime que le mérite en revient surtout aux chefs d'industrie et aux ouvriers. Or, convertir l'activité normale d'un pays paisible comme notre Canada agricole et semi-industriel représente une tâche gigantesque. L'exécution d'un tel programme exige l'effort, la direction compétente et la bonne volonté de la part de tous les intéressés, et même